

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal de Palestine

N° 403 du 4.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

iré a part

Une première victoire qui en appelle d'autres.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1 1 Chérif Boudelal : Le blocus contre GAZA se fait par les armes, et les médias français le font par le silence !

2 Les brèves

2 1 Des alliés occidentaux saluent la nomination de Hillary Clinton, pas la Russie.

2 2 Une infamie juridique commise en Israël.

2 3 Amos Gvirtz : Ne dites pas : nous ne savons pas (n°138)

2 4 Blair veut une nouvelle "stratégie" pour la bande de Gaza.

2 5 Blocus : La Libye a protesté en vain devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

2 6 Les colons effectuent une campagne de nettoyage ethnique contre le peuple palestinien.

2 7 Premières mesures de l'armée contre les colons à Hébron.

3 Dossier

3 1 Des ONG palestiniennes dénoncent la « discrimination raciale »

3 2 Fares Chahine : La population en otage.

3 3 Gilad ATZMON : Surpris au lit avec le Diable.

3 4 Rim al Khatib : Tous des criminels.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4 1 Leila Shahid : Appel à l'action contre le "rehaussement" des relations UE/Israël.

4 2 L'Union européenne ne doit pas être confondue avec Israël.

4 3 Non Au Renforcement Des Relations UE - Israël, Action Urgente Contre Ce Nouveau Pacte De L'Infamie.

4 4 Jusqu'à quand nous tairons-nous devant la mort lente subie par la population de Gaza?

4 5 Appel aux institutions, les mouvements, les activistes et tous ceux qui soutiennent la justice à exiger la fin du siège de Gaza par Israël.

4 6 Communiqué de presse du Forum musulman canadien (FMC-CMF).

5 Analyse - Géopolitique et stratégie

5 1 Richard Falk : Situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien.

5 2 Amira Hass : C'est ça, Gaza.

5 3 Rapport : Pourquoi l'invasion de Gaza ? Raisons électorales israéliennes ou faiblesse.

5 4 Nahla Chahal : Un peu de dignité !

6 Annexe

6 1 Les Israéliens consomment cinq fois plus que les Palestiniens.

Tiré a part

Une première victoire qui en appelle d'autres.

Le Parlement européen a décidé de demander le report pour janvier du vote sur la participation d'Israël aux programmes communautaires. Prenant en compte la politique actuelle d'Israël et la situation en Palestine, en particulier à Gaza, une majorité de parlementaires a exprimé son refus de céder aux exigences du gouvernement israélien, représenté sur place par Tzipi Livni, exigence soutenue et relayée par la présidence française de l'Union européenne.

C'est une première victoire de l'opinion publique européenne qui, à cette occasion, s'est mobilisée fortement pour demander aux députés européens d'exprimer leur condamnation totale de l'actuelle politique israélienne. En France, la mobilisation a été particulièrement importante, et les autorités françaises, seraient bien avisées d'en tenir compte.

Mais la bataille n'est pas terminée: désormais il est moins question que jamais que l'Union européenne accepte d'accorder - par un « rehaussement » de ses relations avec Israël - de nouveaux avantages et privilèges, alors que le gouvernement israélien continue sa politique de colonisation et de violation systématique des droits humains dans les territoires occupés.

Jamais Israël n'a respecté les engagements signés concernant en particulier les droits humains et d'une manière générale les conventions de Genève, y compris ceux signés avec l'Europe dans le cadre de l'accord d'association. Seule une pression déterminée de l'Union européenne sur le pouvoir israélien peut amener celui-ci à reculer. L'Union européenne avec l'accord d'association détient cet instrument efficace de pression. Les négociations d'Annapolis ont montré, pendant toute une année, que sans pression sur Israël il y a aucune avancée possible. Par conséquent aujourd'hui, après ce vote du Parlement européen, l'Union européenne si elle veut vraiment un processus politique menant à un accord de paix doit dès maintenant exercer la pression nécessaire en suspendant l'accord d'association tant qu'Israël n'aura pas montré concrètement sa volonté de respecter le droit international et ses propres engagements.

Communiqué AFPS

Paris, le 3 décembre 2008

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1 1 Chérif Boudelal : Le blocus contre GAZA se fait par les armes, et les médias français le font par le silence !

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Ce Dimanche 30 novembre 2008, le quatrième bateau humanitaire (libyen celui-ci), transportant trois mille tonnes d'aide humanitaire à la population de Gaza agonisante a été empêché par les navires de guerre israéliens d'entrer au port de Gaza, et refoulé vers l'Égypte.

Comme d'habitude les médias français sont restés muets sur l'existence et le refoulement du bateau humanitaire libyen.

De la même façon, ils avaient caché aux Français les actions précédentes faites par des Hommes et des Femmes libres de nationalités différentes, qui ont brisé le blocus sur Gaza à trois reprises depuis août dernier. Comme ils ont observé un silence lâche sur la punition collective pratiquée par Israël contre les habitants de Gaza depuis près de deux ans, ce qui relève du crime contre l'humanité par les lois internationale.

Mais Israël est exonéré de cette criminalité grâce aux lobbies qui le soutiennent à travers le monde et le silence complice des médias. En France comme ailleurs en Occident, nous sommes face à un lobby médiatique bien organisé et déterminé à ne rien laisser filtrer de la barbarie israélienne pour maintenir l'opinion française dans l'ignorance du génocide pratiqué par Israël contre les habitants de Gaza, qu'il veut asphyxier en douceur et dans l'anonymat.

D'autres bateaux suivront

Plusieurs autres bateaux se préparent pour faire le voyage à Gaza afin de briser le blocus de la honte auquel participent tous les États membre de l'ONU - « ce machin » qui est devenu un instrument entre les mains des USA pour légitimer leurs occupations et protéger Israël, en faisant semblant de secourir les peuples occupés qui agonisent en permanence et dans l'indifférence. Les actions opérées par ces Hommes et ces Femmes libres donnent une lueur d'espoir aux Palestiniens de Gaza de voir les morts-vivants se réveiller de leur sommeil qui n'a que trop duré.

Même les morts arabes commencent à se réveiller peu à peu, puisque les prochains bateau qui se dirigeront vers Gaza partiront de Qatar, de Jordanie et d'Égypte, d'autre suivront encore, et la boule de neige écrasera un jour tous les criminels et leurs complices !

Il faut toujours un début pour réveiller les morts de la planète et démasquer les barbares de ce monde ainsi que leurs complices.

Les criminels et leurs complices doivent être dénoncés et combattus

La population de Gaza souffre de l'embargo qu'Israël lui impose depuis près de deux ans : 80% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et dépend de l'aide humanitaire. Or, Israël bloque toutes les aides qui lui sont destinées dans ses ports. Résultat : plus de 60% d'enfants souffrent de malnutrition. Les hôpitaux et cliniques manquent de médicaments, et les malades meurent pour faute de soins.

Malgré ce génocide non déclaré, les médias français observent un mutisme total pour ne pas montrer le vrai visage d'Israël, gouverné par des criminels en puissance. Comme ils observent le silence sur les occupations des maisons palestiniennes par les colons à Hébron et Ramallah, où les attaques des colons fascistes contre les Palestiniens se multiplient sous la surveillance de l'armée ! Mais les médias français ne soufflent aucun mot pour informer les Français !

Contrairement au génocide nazi perpétré contre les Juifs d'Europe, où les horreurs se faisaient derrière les murs, les pratiques israéliennes contre les Palestiniens sont publiques et transparentes, puisque nous les voyons à travers des chaînes de télévision libres, et personne ne pourra dire qu'il ne savait pas. Comment peut-on qualifier ceux qui observent le silence devant le crime autrement que complices ? Les nombreux appels lancés à la conscience professionnelle des journalistes de ces médias dits libres n'a pas suffi pour les ramener à la raison. Le moment est venu pour tous ceux qui ne veulent pas être complices des crimes de les dénoncer comme étant des complices du crime par le silence.

Quand on soutient le crime, on est aussi criminel que les auteurs de ce crime, et quand on le couvre par le silence on est complice. Dans les deux cas on est criminel, avec des degrés différents. C'est aux hommes et aux femmes libres de France de les dénoncer haut et fort comme tels. Il convient de les harceler tous les jours en leur rappelant que tant qu'ils observent le silence sur les crimes d'Israël, ils sont des complices éhontés.

C'est de cette façon que l'on peut briser définitivement l'embargo criminel d'Israël qui consiste à exterminer un peuple en le faisant mourir à petit feu, et celui des médias qui se sont rendus complices par le silence lâche qu'ils observent.

Cette lâcheté est la honte de l'humanité jamais connue, ni dans les annales de l'Histoire contemporaine, ni dans celles du Moyen Âge, ni même dans celles de la préhistoire.

Chérif BOUDELAL, vice-président du collectif « Paix Comme Palestine »

4 décembre

04 12

Le ministre d Barak a autorisé jeudi l'ouverture de la bande de Gaza aux journalistes étrangers qui en étaient interdits depuis un mois.

Le ministère a également annoncé que des camions de denrées alimentaires et du carburant seraient autorisés à pénétrer dans le territoire palestinien.

Ce geste a été décidé en raison de la proximité de la fête musulmane du sacrifice (Al-Adha) qui commence lundi prochain.

Depuis début du mois de novembre, l'armée avait imposé un blocus sur la bande de Gaza n'ouvrant qu'exceptionnellement les passages pour des raisons humanitaires. Les journalistes de la presse étrangères qui n'avaient pas reçu d'autorisation d'entrer à Gaza pourront à partir de jeudi demander des permissions qui seront examinées par Tsahal L'Association de la presse étrangère en Israël avait déposé un recours devant la Cour suprême contre la décision du ministère de la Défense d'interdire l'entrée des journalistes à Gaza.
<http://fr.jpost.com/>

<HR< span>

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2 1 Des alliés occidentaux saluent la nomination de Hillary Clinton, pas la Russie.

Des alliés occidentaux des Etats-Unis ont salué lundi la décision du président élu [Barack Obama](#) de choisir son ancienne rivale démocrate Hillary Clinton pour diriger dans l'avenir la diplomatie américaine, mais la [Russie](#) a déclaré qu'elle n'aurait rien de bon.

"Je serai heureux de pouvoir travailler, dès qu'elle aura pu officiellement prendre ses fonctions, avec [Hillary Clinton](#) au renforcement de l'amitié franco-américaine", a déclaré le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, peu après l'annonce officielle par M. Obama de la nomination de Mme Clinton et du maintien de Robert Gates à la tête du département de la Défense.

M. Kouchner a adressé à la future secrétaire d'Etat ses "félicitations les plus chaleureuses et les plus amicales". "J'ai souvent eu l'occasion d'apprécier ses compétences, ses convictions et ses qualités humaines", a-t-il déclaré dans un communiqué.

"La France et l'Union européenne sont prêtes à travailler étroitement" avec Mme [Clinton](#) "dans le cadre d'un partenariat transatlantique renouvelé", a ajouté M. Kouchner, dont le pays assure jusqu'à la fin de l'année la présidence de l'UE.

A Londres, le secrétaire au Foreign Office, David Miliband, a salué la nomination de Mme Clinton. "Evidemment, la sénatrice Clinton apportera une expérience énorme à ses nouvelles fonctions", a estimé M. Miliband, lors d'une conférence de presse conjointe avec la secrétaire d'Etat sortante, Condoleezza Rice. Complimentant Mme Rice, M. Miliband a estimé qu'il serait "très difficile d'être à la hauteur" pour la personne qui lui succéderait.

La [Chine](#) a également félicité Hillary Clinton, ainsi que James Jones, futur conseiller à la sécurité nationale, en espérant, selon un télégramme du ministre des Affaires étrangères Yang Jiechi, "travailler sans relâche avec eux pour faire progresser les liens de coopération constructifs entre la Chine et les Etats-Unis".

Mme Clinton et M. Gates sont de "fermes partisans des idées de domination des Etats-Unis dans le monde et d'une défense dure des intérêts américains par n'importe quel moyen", a estimé le responsable russe, pour lequel "le dialogue bilatéral ne sera pas moins compliqué que sous l'administration de George W. Bush".

A Stockholm, le ministre suédois des Affaires étrangères, Carl Bildt, s'est félicité de la nomination de Mme Clinton. "Je me réjouis à l'avance de travailler avec elle sur diverses questions", a-t-il déclaré sur son blog. M. Bildt s'est déclaré "convaincu" que les alliés des Etats-Unis trouveraient en Mme Clinton une partenaire "engagée et compétente". A Madrid, le Parti socialiste espagnol (PSOE, au pouvoir) a salué la nomination de Mme Clinton et le maintien au Pentagone de M. Gates.

"Nous aurons une équipe d'une compétence indiscutable, et je pense que c'est une décision sage (de la part de M. [Obama](#)), car il aura besoin de cela", a déclaré Elena Valenciano, secrétaire aux relations internationales du PSOE. "Le changement dans l'administration américaine est aussi évident que la nécessité de compter sur des personnes ayant une expérience démontrée", a ajouté la porte-parole.

La nomination de l'épouse de l'ancien président Bill Clinton a également été bien accueillie à Jérusalem. "La sénatrice Clinton est une amie de l'Etat d'[Israël](#) et du peuple juif", a déclaré le Premier ministre Ehud Olmert, selon un communiqué. "Je suis certain que dans ses nouvelles fonctions, elle va continuer à promouvoir les relations spéciales entre les deux pays", a dit M. Olmert.

Lors de sa campagne pour l'investiture démocrate, finalement remportée par M. Obama, Mme Clinton avait pris des positions très fermes pour la défense d'Israël, particulièrement face à la menace que constituerait un [Iran](#) disposant de l'arme nucléaire.

AFP
02 12

2 2 Une infamie juridique commise en Israël.

Un soldat des garde-frontières, Abraham Tomar, a tiré à bout portant sur Ayad Toufik Abou Raya, le tuant, alors que celui-ci était menotté, assis par terre, dos au mur.

Le seul crime d'Abou Raya : avoir cherché de quoi faire subsister sa famille et permettre à sa fille enceinte d'accoucher d'un enfant bien portant.

Abraham Tomar a comparu devant un tribunal pour homicide et a été jugé coupable. La peine pour homicide est de 20 ans de prison. Il y a quelques jours, le 9 novembre, le juge Oded Modrik l'a condamné à un an de prison seulement. Avec déduction d'un tiers et aussi un allègement administratif, le meurtrier restera en prison moins de huit mois. Des criminels jugés coupables de faits de fraude mineurs se voient condamnés à des peines d'une lourdeur sans comparaison.

Par ce verdict, le juge Modrik exprime un racisme flagrant. Le peu de prix accordé à la vie d'un Arabe est sidérant. C'est là un verdict de la fin de la République de Weimar israélienne et sa chute vers l'Etat des colons. Combien est symbolique le fait que cet arrêt de Modrik soit tombé le jour où l'on commémorait les 70 ans de la Nuit de Cristal. Je suis un rescapé de la Nuit de Cristal et c'est comme ça que s'est gravé dans mon ADN un gène se révélant dans une sensibilité particulière à tout phénomène de racisme. Le rapport à la vie d'un Arabe palestinien illustré par ce verdict se situe sur la même ligne, dans la continuité du rapport à la vie des Juifs à l'époque, en novembre 1938.

A notre grande honte, ce juge est cité comme candidat à la Cour Suprême.

Le fait que le barreau des avocats n'ait pas protesté contre ce verdict lui fait porter, à lui aussi, la tache du racisme. C'est le genre d'événement qui justifierait une session spéciale du Parlement – sauf qu'il ne s'est pas trouvé 30 députés pour l'exiger. Un juge allemand qui prononcerait aujourd'hui un verdict semblable à l'encontre de quelqu'un qui aurait tué un Juif menotté, en lui tirant dessus à bout portant, serait destitué. En Allemagne, on a tiré davantage de leçons du génocide qu'en Israël.

Oded Modrik apparaît dans ce verdict comme un héraut de la *marzélisation* (d'après le nom de Barouch Marzel, un colon d'Hébron) de la justice en Israël. Dans le ghetto de l'apartheid, à Hébron, nul doute qu'on applaudira « l'honorable juge ».

Gideon Spiro

Gideon Spiro. Journaliste et militant de la paix et des droits de l'homme. Un des fondateurs de « Yesh Gvoul » et du comité en faveur de Mordechai Vanunu et en faveur d'un Proche-Orient débarrassé de l'arme nucléaire, biologique et chimique. Membre de l'Association pour les Droits du Citoyen, d'Amnesty, de l'organisation pour les droits des Bédouins et de l'organisation des Médecins pour les droits de l'homme.

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

On-the-Left-Side, 20 novembre 2008

www.on-the-left-side.co.il/23941/22112008-בלה-משפטית-נעשתה-בישראל-גדעון-ספירו

2 3 Amos Gvirtz : Ne dites pas : nous ne savions pas (n°138)

L'armée israélienne poursuit ses efforts en vue d'expulser les habitants des villages troglodytiques du sud du Mont Hébron. Après les deux dernières expulsions, de 1999 et 2001, la Cour Suprême avait ordonné, avant faire droit, de permettre aux habitants de retourner sur leurs lieux d'habitation. Depuis lors, l'armée israélienne empoisonne la vie des habitants par des démolitions de maisons et un soutien aux colons qui cherchent à les chasser de leurs terres. Un autre mode de harcèlement consiste à bloquer les voies d'accès aux villages et à empêcher leur approvisionnement en eau et nourriture (*Ne dites pas*, n°s 113 et 118).

Suite à la sécheresse qui avait sévi dans la région, l'hiver dernier, une organisation italienne – Ucodep – avait entrepris de fournir de l'eau aux villages de la région. Le 9 novembre, l'armée israélienne a dressé des obstacles sur les chemins de terre conduisant aux villages Jinbe, Merkiz et Halweh, prétextant de la nécessité d'empêcher le passage de travailleurs palestiniens qui essaient de trouver du travail en Israël. Les camions citernes qui transportent l'eau ne peuvent plus atteindre les villages...

Amos Gvirtz

1^{er} décembre 2008

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

www.kibush.co.il/show_file.asp?num=30292

2 4 Blair veut une nouvelle "stratégie" pour la bande de Gaza.

Le représentant du Quartette pour le Proche-Orient Tony Blair a appelé mercredi à Washington à la mise en place d'une "nouvelle stratégie" pour ramener la bande de Gaza dans le processus de paix et jugé que la solution à deux Etats était en danger.

"Je pense qu'il existe un risque", a dit Blair, interrogé pour savoir s'il pensait qu'on s'approchait du stade où une solution à deux Etats ne pourrait plus être mise en place.

L'ancien Premier ministre britannique a émis l'idée que le Hamas puisse être délogé du pouvoir dans la bande de Gaza par des élections ou bien qu'il puisse rejoindre le processus politique s'il renonçait à lutter contre Israël.

Il a estimé que des élections devraient se tenir dans les territoires palestiniens en 2010 au plus tard.

"Nous avons besoin d'une nouvelle stratégie pour Gaza", a dit M. Blair. "Nous ne parviendrons pas à un accord de paix si Gaza reste dans cette situation", a-t-il ajouté.

M. Blair a aussi estimé que la situation dans la bande de Gaza était intenable, citant en particulier le problème de la contre-bande d'armes et de biens qui a-t-il dit ébranle l'économie de Gaza.

M. Blair a été nommé en juin 2007 à la tête du Quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, [Union européenne](#), [Russie](#), [ONU](#)) qui a élaboré la Feuille de route, un plan de règlement international du conflit palestinien QUI prévoyait la création par étapes d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël.

Interception d'un bateau humanitaire libyen par Israël: vaine protestation à l'ONU

04 12

AFP

2 5 Blocus : La Libye a protesté en vain devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Un cargo libyen chargé d'aide humanitaire, en route pour la bande de Gaza bouclée par Israël, a été intercepté lundi par la marine israélienne, qui l'a obligé de regagner le port égyptien d'El-Arich.

Le Al-Marwa était le premier navire d'un pays arabe à se diriger vers Gaza pour tenter de briser le blocus israélien.

La Libye a protesté en vain mercredi devant le Conseil de sécurité de l'ONU après l'interception par l'Etat hébreu d'un de ses bateaux chargé d'aide humanitaire en route pour Gaza.

Lors d'une réunion d'urgence du Conseil convoquée à sa demande, l'ambassadeur libyen, Giadalla Ettalhi, s'est livré à un réquisitoire contre l'action de la marine israélienne, l'assimilant à "un acte de piraterie en haute mer". Relevant que le Conseil de sécurité a adopté trois résolutions depuis juin sur la lutte contre la piraterie au large de la [Somalie](#), il l'a appelé à "assumer ses responsabilités" dans ce cas. Il lui a demandé de prendre une décision "qui assurera qu'Israël se conforme au droit humanitaire international et au droit de la mer".

Mais il n'a pu convaincre les 14 autres Etats membres d'approuver une déclaration condamnant l'incident, dont l'adoption aurait nécessité un consensus.

Invitée à s'exprimer bien que son pays ne siège pas au Conseil, l'ambassadrice d'Israël, Gabriela Shalev que la Libye ne reconnaît pas l'existence de l'Etat d'Israël, elle a justifié l'interception du navire libyen au nom de la sécurité.

Le blocus de la bande de Gaza, en vigueur depuis la prise de pouvoir par le Hamas en juin 2007, a été renforcé début novembre en raison d'une recrudescence des violences, notamment des tirs de roquettes de la bande de Gaza vers le territoire israélien.

Plusieurs autres Etats membres ont cependant saisi l'occasion de ce débat pour souligner leur préoccupation devant la situation humanitaire dans la bande de Gaza et déplorer la poursuite du blocus israélien.

Avant le débat, l'ambassadeur de France, Jean-Maurice Ripert, a qualifié de "très inquiétante" la situation humanitaire à Gaza. Il a rappelé l'appel de la présidence française de l'UE à "la réouverture des points de passage et la reprise des livraisons de fuel et de produits humanitaires".

Source Afp

04 12

2 6 Les colons effectuent une campagne de nettoyage ethnique contre le peuple palestinien.

Le porte-parole du gouvernement, Taher Al Nounou a dit, que le gouvernement poursuit avec inquiétude les attaques des colons contre les citoyens palestiniens dans la ville de Naplouse et d'Al Khalil, en blessant des dizaines de personnes et en causant de grands dommages à leurs maisons et propriétés.

Le gouvernement d'unité nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh à Gaza a affirmé que les attaques lancées par les colons contre les palestiniens à Al Khalil et en Cisjordanie représentent des crimes de nettoyage ethnique contre notre peuple depuis l'occupation de la Palestine et montrent le racisme des colons et de l'armée occupante.

Le gouvernement a condamné fortement ces attaques racistes en soulignant que l'occupation israélienne porte la responsabilité des résultats de ces attaques.

Il a appelé les pays arabes et islamiques ainsi que la communauté internationale et les organisations internationales concernées à intervenir immédiatement pour arrêter les crimes des colons sinistres contre le peuple palestinien en Cisjordanie et protéger les citoyens innocents qui s'exposent aux mesures racistes qui menacent leurs vies, leurs maisons et leurs propriétés.

CPI

04/12/2008

2 7 Premières mesures de l'armée contre les colons à Hébron.

Peres et Olmert dénoncent les exactions des ultranationalistes israéliens.

L'armée israélienne, accusée de passivité face aux débordements de colons opposés à un ordre d'évacuation d'une maison dans la ville palestinienne de Hébron, a fini par décréter le secteur zone militaire fermée après plusieurs jours de violences.

L'armée a interdit hier à des colons l'accès aux quartiers palestiniens de Hébron, dans le sud de la Cisjordanie occupée, à la suite de violentes manifestations d'ultranationalistes ces derniers jours. « Le secteur de la maison est décrété "zone militaire fermée" et il est interdit à des Israéliens de pénétrer dans les quartiers palestiniens », a

déclaré à l'AFP un porte-parole militaire. Dans la pratique toutefois, l'armée n'empêche pas l'accès à la maison, même à des militants ultranationalistes, selon un correspondant de l'AFP sur place.

Un responsable militaire, cité par le quotidien Yediot Aharonot, a accusé l'extrême droite en Israël de « vouloir provoquer une guerre de religions » entre juifs et musulmans.

Des responsables parmi les colons eux-mêmes se sont inquiétés d'une « perte de contrôle » sur les jeunes extrémistes alors que la presse était quasi unanime à reprocher aux autorités leur inaction.

Les ultranationalistes, en grande majorité des jeunes, s'opposent à un ordre d'expulsion émis en novembre par la Cour suprême israélienne d'une maison disputée à Hébron, mais toujours pas appliqué.

Depuis lundi, 20 Palestiniens et 18 Israéliens ont été blessés lors d'affrontements à coups de pierres à Hébron, un haut lieu de tensions depuis l'occupation en 1967 de la ville par Israël.

Parallèlement, le Premier ministre israélien Ehud Olmert et le président Shimon Peres ont fermement dénoncé les violences des colons alors que le président palestinien Mahmoud Abbas en a fait porter la responsabilité au gouvernement israélien.

« Le désir de laisser un sceau de la présence juive dans l'une de nos villes les plus saintes (Hébron) est parfaitement compréhensible, mais il ne saurait être plus fort que la décision de la Cour suprême », a déclaré M. Olmert. « À partir du moment où la Cour suprême s'est prononcée pour l'évacuation de cette maison, elle sera évacuée », a-t-il ajouté.

« Ce qui se passe aujourd'hui à Hébron porte un tort considérable à l'État. Celui qui jette une pierre contre un soldat s'attaque à l'État, et cela, on ne peut le permettre », a renchéri M. Peres.

À Ramallah, M. Abbas a fait porter « au gouvernement israélien la responsabilité pour les agressions commises par les bandes de colons ». « Nous appelons la partie israélienne à prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à ces agressions », a-t-il dit à la presse.

Des groupes de jeunes ultranationalistes ont jeté dans la nuit de lundi à mardi et durant des heures des pierres en toute impunité sur des maisons palestiniennes à Hébron ainsi qu'en direction de jeeps de la police et des gardes-frontières. Ils ont brûlé des voitures, crevé des pneus et brisé des vitres de maisons. Des pierres tombales d'un cimetière musulman à Hébron ont été brisées par des colons extrémistes présumés. Les manifestants israéliens s'étaient rassemblés après des rumeurs selon lesquelles la police et l'armée allaient procéder à l'évacuation du bâtiment disputé.

La maison, baptisée « Maison de la discorde » par les médias israéliens, est située sur la route menant de l'implantation de Kyriat Arba, adjacente à Hébron, au caveau des Patriarches, lieu de pèlerinage commun aux juifs et aux musulmans.

Une centaine d'étudiants de l'Université palestinienne d'Hébron ont marché hier vers la maison disputée pour dénoncer les violences des colons, mais les forces de l'ordre israéliennes ont lancé des bombes assourdissantes pour les disperser, selon des témoins.

Enfin, à Jérusalem, un Palestinien a été blessé à coups de couteau par quatre Israéliens dans ce qui apparaît comme un attentat ultranationaliste.

Source Afp

04 12

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3 1 Des ONG palestiniennes dénoncent la « discrimination raciale »

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU doit faire cesser « la discrimination raciale institutionnalisée » en Israël, a demandé hier à Genève un collectif d'ONG palestiniennes. À la veille de l'examen de la situation des droits de l'homme en Israël par le Conseil, les ONG ont accusé l'État hébreu d'imposer « un régime d'apartheid ». « Le racisme et la discrimination institutionnalisée basée sur la nationalité, l'ethnie, la race et la religion sont les causes profondes des déplacements forcés actuellement en cours et des expropriations » dont sont victimes les Palestiniens, estime le collectif dans un rapport présenté à la presse. Cette politique de l'État israélien rend « impossible une solution de paix reposant sur la création de deux États », selon le collectif d'ONG.

3 2 Fares Chahine : La population en otage.

Ghaza : De notre correspondant

Au 26e jour du blocus total imposé par Israël à la bande de Ghaza, un million et demi de citoyens vivent une situation humanitaire inquiétante.

Le ministre israélien de la Défense, Ehoud Barak, a encore une fois justifié le maintien de l'embargo par les roquettes palestiniennes. Barak et son gouvernement exigent du mouvement Hamas, qui contrôle la bande de Ghaza depuis le mois de juin 2007, avec lequel a été conclu un accord d'accalmie, le calme total à la frontière entre la bande de Ghaza et l'Etat hébreu. L'accalmie, d'une durée de 6 mois qui devrait prendre fin au mois de décembre, a été bien suivie des deux côtés, avant de voler en éclats au début du mois de novembre, suite à une série d'agressions militaires israéliennes qui ont fait 17 morts, dont la plupart sont des éléments des brigades Ezzeddine El Qassam, la branche armée du Hamas. Plusieurs factions militaires actives dans la bande de Ghaza,

dont le Hamas, ont répondu par une reprise des tirs de roquettes artisanales en direction des localités proches de ce territoire, surtout celle de Sderot, à la portée de ce genre d'armes. Evoquant un consensus entre les différents mouvements palestiniens actifs, Hamas empêchait auparavant tout tir de roquette, usant parfois de la force. Cette question de tirs de roquettes artisanales a de tout temps été un sujet de grande discorde entre le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et les responsables du Hamas. Alors que le premier a toujours qualifié ces roquettes de futiles, n'ayant aucune efficacité dans le conflit qui oppose les Palestiniens à Israël, le Hamas, qui n'a jamais accepté les appels de Abbas d'y mettre un terme, lui répondait par des accusations graves et essayait de le montrer comme un homme qui travaille au bénéfice de l'ennemi israélien.

Aujourd'hui, alors que le Hamas est prêt à revenir à l'accord d'accalmie au cas où Israël arrêterait ses agressions contre la bande de Ghaza, certains mouvements, à l'image du Djihad islamique, la refusent, à cause de la mort de 17 militants,

dont des éléments de ce mouvement, ce qui risque de provoquer une confrontation interne entre les deux camps.

Un autre dossier qui inquiète beaucoup les Palestiniens, celui des pèlerins de la bande de Ghaza.

A la surprise générale, le mouvement Hamas a ordonné aux policiers du gouvernement présidé par Ismail Haniyeh d'interdire par la force à des milliers de pèlerins de quitter la bande de Ghaza par le terminal de Rafah, ouvert à cette occasion pour 3 jours par les autorités égyptiennes.

Selon des témoins, pas moins de 13 pèlerins ont été blessés au niveau des barrages montés spécialement pour les empêcher d'arriver au terminal de Rafah. Nafez Azam, un responsable du Djihad islamique, a dénoncé l'agression commise contre Aala Salama, un correspondant d'une radio locale, appartenant à son mouvement, au niveau d'un barrage routier à Rafah, alors qu'il essayait de couvrir l'événement. Sur la chaîne qatarie Al Jazeera, le ministre des Affaires religieuses du gouvernement du Hamas, Taleb Abou Chaar, a déclaré que ces futurs hadji, inscrits sur des listes conçues par le gouvernement de Salam Fayad, installé en Cisjordanie, sont illégitimes. Il a refusé leur départ vers les Lieux saints.

L'Arabie Saoudite, qui reconnaît le gouvernement de Ramallah, a refusé de traiter avec deux gouvernements palestiniens. Ainsi, plus de 3000 pèlerins palestiniens qui n'appartiennent pas à un courant politique précis, se voient sanctionnés par la confrontation qui oppose les frères palestiniens. Aucune situation aussi catastrophique quelle qu'elle soit, même du temps de l'occupation directe de la bande de Ghaza par Israël, n'a pu empêcher les pèlerins de se rendre en pèlerinage, ce qui montre la gravité de la réalité palestinienne d'aujourd'hui.

Fares Chahine

02 décembre 2008.

El Watan (Algérie)

<http://www.elwatan.com/Crise-interpalestinienne>

3 3 Gilad ATZMON : Surpris au lit avec le Diable.

Les points de passage vers Gaza sont fermés depuis presque deux semaines, ce qui a provoqué l'arrêt de l'unique centrale électrique du territoire, par manque de fuel. La semaine dernière, l'UNRWA, l'agence de secours et de travaux des Nations unies a épuisée ses stocks

alimentaires et a donc interrompu ses distributions de rations à 750 000 des habitants de Gaza.

> Bien que l'on soit désormais au bord de la crise humanitaire à Gaza, les médias occidentaux se gardent bien de rapporter la catastrophe qui s'annonce. Apparemment, il y a des choses bien plus intéressantes à couvrir, beaucoup plus intéressantes que quelques millions de Palestiniens que l'État juif est en train d'affamer.

> Toutefois, la presse a eu la bonté de nous informer que le ministre britannique des Affaires étrangères David Miliband a passé cette semaine quelques jours en Israël. Il a été fort occupé par les questions relatives à l'avocat (le fruit, NdT), ainsi qu'à d'autres questions éthiques d'épicerie. Il désire proposer une méthode plus claire d'étiquetage des produits alimentaires originaires de Cisjordanie occupée qui sont vendus aux consommateurs en Grande-Bretagne. Cela aurait pu, tout aussi bien, être une occasion, pour la Grande-Bretagne et l'Union européenne, de tenter de modérer l'enthousiasme meurtrier d'Israël, mais Miliband n'a pas du tout été à la hauteur, loin de là. En fin de

compte, ce Miliband est ce qu'on pourrait appeler un humaniste d'épicerie. Sa pensée morale tourne autour de la bouffe et de la digestion éthique. C'est là, apparemment, la forme la plus dégradée, et probablement la plus basse, de la pensée de gauche. Je veux au moins croire que la gauche ne peut continuer à descendre encore plus bas que ça !

> Pourtant, Miliband est une personne dynamique. En raison de l'escalade de la violence dans la région, il s'est rendu à Sderot, accompagné par le ministre israélien de la Défense Barak. Il a carrément soutenu la politique criminelle d'Israël, disant : « Israël doit, par-dessus tout, chercher à protéger ses propres citoyens », et comme si cela ne suffisait pas, il a ajouté : « Si je suis ici, aujourd'hui, à Sderot, c'est parce que Sderot est désormais la ligne de front de la sécurité d'Israël. Il est très important que des pays tel que le mien et d'autres démontrent leur solidarité à l'égard des gens de Sderot, et c'est ce que je fais, ici, aujourd'hui.

> De manière ostensible, Miliband ne s'est pas rendu à Gaza.. Il n'a pas non plus mentionné le fait que des pays, dont le sien, devraient exprimer leur « solidarité » avec des millions de réfugiés palestiniens dépossédés, que l'on bombarde et affame pour leur amener à soumission. Bien que Miliband se soucie sincèrement d'avocats et d'alimentation éthique, le fait que des millions de Palestiniens n'aient plus que du sable à manger ne semble pas l'affecter un tant soit peu.

> Toutefois, Miliband n'a pas pu rester très longtemps dans la région, car il a dû rentrer précipitamment. À Londres, il est supposé rencontrer rien de moins que le Président israélien, M. Shimon Peres, ce politicien vétéran qui a été le pionnier du projet nucléaire israélien. L'homme qui a introduit les armes de destruction massive au Moyen-Orient, l'homme qui a plus de sang sur les mains que n'importe quel homme politique israélien vivant aujourd'hui (excepté le légumineux Sharon). Miliband devait être à Londres en temps voulu, afin de rencontrer le Président Peres et de dévoiler une plaque commémorative spéciale, au Foreign Office, honorant les diplomates britanniques qui ont aidé à sauver des juifs de l'Holocauste.

> Je me demande combien il y aura de diplomates britanniques qui seront honorés pour avoir sauvé ne serait-ce qu'un seul gosse palestinien durant l'Holocauste Israël actuellement infligé aux Palestiniens ? S'il existe de tels hommes politiques et diplomates britanniques, Miliband n'en fera certainement pas partie ! À lire ce qu'il avait à dire aux gens de Sderot, il n'est rien moins qu'un partisan enthousiaste des crimes israéliens institutionnalisés contre l'humanité.

> Pendant ce temps, le Président Peres a du bon temps à Londres, cette semaine. Dans le cadre de sa visite, il a tout un programme de rencontres avec la Reine, le Prince Charles, le Premier ministre Gordon Brown, David Miliband, ainsi qu'avec le chef de l'opposition, David Cameron.

> On lui remettra la Grand Croix des Chevaliers du très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges, la sixième décoration par ordre d'importance dans le système britannique, servant généralement à honorer des individus ayant rendu des services importants en relation avec des pays étrangers. Apparemment, en Grande-Bretagne, tuer des civils libanais innocents et affamer des millions de personnes, doit être considéré comme un « service important ».

En Belgique, en revanche, une activité très similaire est considérée comme un crime contre l'humanité.

Buckingham Palace, 20/11/2008 : La Reine décore Peres de la Grand Croix de Chevalier de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges.

> Le Président Peres doit aussi recevoir un doctorat honoraire du Kings College pour ses efforts visant « à promouvoir la paix au Moyen-Orient ». Je pense que vu l'usage, par Peres, des technologies balistiques contre des civils innocents, un doctorat en physique aurait été plus approprié.

> Face à cela, au moment où l'État juif est en train de pratiquer les formes les plus dévastatrices de crimes contre l'humanité, le gouvernement, le Parlement, la famille royale britanniques ainsi qu'une institution universitaire britannique de renom sont, tous, surpris au lit avec rien de moins qu'un boucher nucléaire azimuté.

> Je suis très impressionné. Plus que jamais, je suis fier d'être Britannique. Une telle ouverture à l'égard de la vilénie est, probablement, la forme suprême de la gentillesse et de la capacité de pardon britanniques. C'est une chose que je n'avais jamais vu jusqu'ici, dans ma patrie.

En observant le Parlement, Miliband et la famille royale, force m'est bien de reconnaître que j'ai encore beaucoup à apprendre en matière de compassion, avant de devenir un authentique citoyen britannique.

Source : [Caught in Bed with Evil](#)

Article original publié le 26/11/2008

Traduit par Fausto Giudice , Tlaxcala

Sorprendidos en la cama con el Mal

3 4 Rim al Khatib : Tous des criminels.

Il y a plusieurs semaines, des associations de colons envisageaient d'investir la ville arabo-palestinienne d'Umm al Fahem, située dans les territoires occupés en 48, dans la région du Triangle. Umm al-Fahem est l'une des grandes villes palestiniennes de l'intérieur, qui a conservé son caractère arabe, malgré la judaïsation menée depuis 1948 dans la région qui l'entoure avec la création de plusieurs colonies, notamment celles qui séparent le Triangle de la Cisjordanie.

Umm al-Fahem, c'est la ville que la police sioniste investit chaque fois qu'elle veut arrêter sheikh Raed Salah, dirigeant du mouvement islamique ou des responsables de l'association al-Aqsa, comme à la fin du mois d'août dernier, après le congrès de l'association, qui s'est tenu à Umm al-Fahem.

Sitôt la menace des associations de colons lancée, la population d'Umm al-Fahem se prépare à riposter : aucun sioniste ne rentrera dans la ville.

La police et les appareils de l'Etat essaient de calmer la situation, mais les colons réclament l'intervention de la cour suprême de l'Etat: celle-ci, fidèle chien de l'Etat, autorise les colons à investir Umm al-Fahem, il y a environ trois semaines.

Forts de ce soutien, les colons se préparent : ils ont annoncé il y a quelques jours que le 15 décembre, ils investiraient la ville palestinienne.

La population d'Umm al-Fahem les attend, soutenue par les partis et associations arabes, de 48.

Que signifie l'attaque d'Umm al Fahem ?

Comme l'attaque à Akka, il y a plus d'un mois, l'attaque d'Umm al Fahem par les colons vise à créer un sentiment de panique au sein des Palestiniens de 48, pour leur faire comprendre qu'ils ne sont pas chez eux, qu'ils ne sont

que des "hôtes indésirables" de l'Etat colonial . Les dirigeants de l'Etat accentuent depuis quelques années leur politique de judaïsation de la Palestine occupée en vue de poursuivre ce qui a été commencé lors de la Nakba, suivant en cela les conseils du célèbre historien Benny Morris : il faut parachever ce qui a été commencé, puisque l'erreur commise par les sionistes en 48 aurait été celle d'avoir laissé des Palestiniens dans leur pays.

Face à la montée de la mobilisation des Palestiniens de 48, notamment depuis 2000, les sionistes sont devenus enragés : ils vont utiliser tous les moyens pour provoquer l'expulsion des Palestiniens de 48 et poursuivre le nettoyage ethnique commencé en 1948 : la Nakba se poursuit !!!!

C'est la signification de l'Etat juif pour les Juifs.

Après les massacres de Kafr Qassem (56), de la Journée de la terre (76), de la révolte d'al-Aqsa (2000), de Shefa Amr (2005), après le mini-pogrom de Akka (octobre 2008), que préparent les sionistes pour Umm al-Fahem ? Il est évident que les Palestiniens ne les laisseront pas investir la ville. Ils se mobilisent déjà.

Bulletin électronique Mondialisation.ca

1 décembre 2008

URL de cet article: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=11238>

www.Mondialisation.ca

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4 1 Leila Shahid : Appel à l'action contre le "rehaussement" des relations UE/Israël.

Si ce texte est adopté, cela signifie qu'en douce, toutes les demandes du gouvernement israélien seront satisfaites, à savoir sa participation à tous les programmes européens, lui donnant le statut de quasi membre de l'Union européenne, bénéficiant de tous les avantages sans aucune obligation, ni aucun devoir vis-à-vis des Palestiniens. Aucune conditionnalité de respect du droit international, des droits de l'Homme ou de respect des termes des « négociations de paix » avec les Palestiniens.

Contre la ratification par les parlementaires européens du « rehaussement » des relations UE/Israël: appel à action

Dans sa réunion du 5 novembre à Bruxelles, la Commission des Affaires étrangères et de Sécurité du Parlement européen a avalisé une proposition de la Commission Européenne et du Conseil quant à la participation d'Israël aux programmes communautaires européens.

Ce nouveau protocole de coopération offre à Israël un accès illimité au programme de recherches scientifiques, académiques et techniques.

Pour son entrée en vigueur, l'accord doit cependant avoir l'aval du Parlement européen (PE). Il sera soumis au vote lors de la réunion plénière du jeudi 4 décembre à Bruxelles. La ministre israélienne des Affaires étrangères se rendra au Parlement Européen le mardi 2 décembre pour exercer des pressions sur les eurodéputés pour un vote en faveur de cet accord.

Ce nouveau protocole de coopération UE-Israël intervient alors que, sur le terrain, Israël accélère la construction de colonies, renforce le bouclage des territoires palestiniens, notamment dans la bande de Gaza, et pratique de nombreuses formes de violation des droits de l'Homme.

Je voudrais par ce message vous inviter à mobiliser l'ensemble des organisations non gouvernementales de vos pays, pour intervenir auprès du PE afin de ne pas accorder ce privilège à Israël avant qu'il mette en œuvre les principes de la paix.

Voici un lien Internet où vous pouvez trouver toutes les informations nécessaires pour contacter vos députés européens.

<http://www.europarl.europa.eu/membe...>

Amicalement,

Leila Shahid

<http://www.europarl.europa.eu/members.do?language=FR>

4 2 L'Union européenne ne doit pas être confondue avec Israël.

Lettre ouverte aux Députés européens

Mesdames et Messieurs les députés,

Nous avons appris que vous aurez à voter jeudi 4 décembre 2008 un projet qui, s'il était adopté, rapprocherait Israël encore davantage de l'Union européenne pour qu'il soit mieux protégé pour ses crimes contre le peuple palestinien. Ce projet a été accepté pour être débattu grâce au lobby israélien actif au sein de votre honorable institution, dont les membres agissent pour le compte d'Israël, et ce au nom des peuples des États membres que vous représentez pour le compte d'Israël pour le compte d'Israël. Auparavant, ils avaient réussi à rendre caduques les sanctions qui ont été prises par l'UE contre Israël pour le non respect des résolutions de l'ONU, des droits des Palestiniens et pour avoir torpillé le processus de paix.

Maintenant, ces députés israélophiles veulent passer à la vitesse supérieure : permettre à Israël de contrôler carrément l'UE de son intérieur. Ce projet consiste à préparer l'admission d'Israël en tant que membre permanent dans des commissions stratégiques de l'UE pour empêcher toute opposition à ses projets de recherche et développement de ses armes biologiques, qu'il possède déjà, alors que l'UE s'oppose, à juste titre, à d'autres pays d'en posséder.

Dans le même temps, Israël veut assurer l'impunité de ses dirigeants pour tous les crimes qu'ils ont déjà commis ou commettront contre les Palestiniens. A son tour, ce teste sera le prélude d'autres projets plus importants pour soumettre définitivement l'UE au service d'Israël. Permettre à un Etat étranger de participer aux commissions stratégiques de l'Union européenne, c'est rendre ses membres complices des crimes commis par cet Etat hors la loi contre le peuple palestinien (pour ne parler que de ce peuple dont il occupe la terre avec tous ses espaces). Et nous ne pensons pas que les lecteurs des députés qui voteraient pour ce projet en seront fiers.

Ceci dit, vous êtes confrontés à une responsabilité historique face à vos lecteurs et à vos peuples. Jeudi prochain, 4 décembre 2008, vous aurez à voter pour ou contre cette tentative d'Israël de rendre complices dans ses crimes les 27 Etats membres de l'UE.

Veuillez agréer, Mesdames et Messieurs les députés, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Chérif BOUDELAL

Vice-président du Collectif « Paix comme Palestine »

4 3 Non Au Renforcement Des Relations UE - Israël, Action Urgente Contre Ce Nouveau Pacte De l'Infamie.

Contre la ratification le 4 Decembre par les parlementaires européens du « rehaussement » des relations UE/Israël. Citoyens Européens agissez auprès de vos parlementaires contre ce nouveau Pacte de l'Infamie.

Pas de récompense pour les crimes de guerre dont le blocus de Gaza en cours, pas de nouveau Pacte de l'Infamie

Dans sa réunion du 5 novembre à Bruxelles, la Commission des Affaires Etrangères et de Sécurité du Parlement européen a avalisé une proposition de la Commission Européenne et du Conseil quant à la participation d'Israël aux programmes communautaires européens. Ce nouveau protocole de coopération offre à Israël un accès illimité au programme de recherches scientifiques, académiques et techniques.

Pour son entrée en vigueur, l'accord doit cependant avoir l'aval du Parlement européen (PE). Il sera soumis au vote lors de la réunion plénière du jeudi 4 décembre à Bruxelles.

Si ce texte est adopté, cela signifie, qu'en douce, toutes les demandes du gouvernement israélien seront satisfaites, à savoir, sa participation à tous les programmes européens, lui donnant le statut de quasi membre de l'Union Européenne, bénéficiant de tous les avantages sans aucune obligation en contre partie, ni respect du droit international, ni respect des droits de l'homme Agissez auprès de vos parlementaires européens contre ce nouveau Pacte de l'Infamie

<http://www.europarl.europa.eu/membe...>

Amicalement,

* Leila Shahid est représentante de la Palestine auprès de l'Union Européenne

Ci dessous la lettre de Jean Bricmont

Mesdames et Messieurs les députés,

J'apprends avec consternation et colère qu'un texte demandant la "revalorisation" des relations de l'Union européenne avec Israël sera soumis au vote des parlementaires européens ce jeudi 4 décembre 2008, suite à la réunion du 5 novembre à Bruxelles de la Commission des Affaires étrangères et de Sécurité du Parlement Européen.

Au cours de cette réunion, la Commission a avalisé une proposition de la Commission Européenne et du Conseil quant à la participation d'Israël à des accords communautaires européens. Ce nouveau protocole de coopération offre à Israël un accès illimité aux programmes de recherches scientifiques, académiques et techniques. Il offre un statut de quasi membre de l'Union Européenne à un Etat qui viole, depuis des décennies et en toute impunité, toutes les conventions relatives au Droit international, et ne respecte même pas les décisions de la Cour Internationale de Justice de La Haye, qui, le 9 juillet 2005, a jugé illégale la construction du mur israélien dans les territoires palestiniens occupés et a demandé son démantèlement.

Non seulement j'attends que vous me représentiez en pesant de tout votre poids pour empêcher que cette manœuvre israélienne réussisse, mais de plus, je vous demande de dénoncer l'Accord d'Association avec l'Union Européenne dont bénéficie Israël de façon indue, aussi longtemps que cet Etat ne respectera aucune des lois internationales et poursuivra sa politique d'apartheid et de nettoyage ethnique du peuple palestinien.

Recevez l'expression de mes sentiments très distingués,

Jean Bricmont Professeur de Physique théorique,

4 4 Jusqu'à quand nous tairons-nous devant la mort lente subie par la population de Gaza?

SOLIDARITE GAZA PALESTINE

CONTRE LE BLOCUS ET LES CRIMES DE GUERRE D'ISRAEL

SAMEDI 6 DECEMBRE 2008

JOURNEE NATIONALE D'ACTION

Jusqu'à quand nous taïrons-nous devant la mort lente subie par la population de Gaza (1.500.000 personnes) depuis janvier 2006 suite au blocus terre-air-mer imposé par la puissance coloniale sioniste, qui peut compter sur la complicité de l'Union Européenne et de la France et sur la collaboration active de certains Etats arabes tels que l'Egypte, en vue de mettre les Palestiniens à genoux.

En conséquence de cette guerre :

80% de la population de Gaza vit en-dessous du seuil de pauvreté, 1.100.000 personnes dépendent des aides humanitaires, 60% des enfants souffrent de malnutrition, 260 personnes sont mortes soit parce qu'elles ont été empêchées d'aller se faire soigner à l'étranger, soit par manque de médicaments.

Le taux de chômage atteint 65%, 97% des usines et des ateliers ont cessé de travailler, le revenu par personne est de 1.36 euros/jour.

La liberté de circulation entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, Jérusalem et le monde extérieur est bloquée, plus de 1.500 cargaisons et containers de matières premières sont détenus dans les ports israéliens, les projets de construction et de développement des hôpitaux, des cliniques et d'établissements éducatifs sont suspendus et les coupures de courant dépassent les 10 heures par jour.

4 5 Appel aux institutions, les mouvements, les activistes et tous ceux qui soutiennent la justice à exiger la fin du siège de Gaza par Israël.

Les Palestiniens de la bande de Gaza sont menacés d'une crise humanitaire créée par un blocus économique qui dure depuis deux ans, lequel a exacerbé les effets de soixante ans d'une oppression coloniale impitoyable. Au cours des deux dernières semaines, le blocus de toute fourniture alimentaire et médicale a élevé cette crise humanitaire à un niveau tel qu'il sonne l'heure de la menace d'une destruction totale.

Nous sommes indignés mais non surpris de cette escalade. Comme cela a été annoncé par des auteurs politiques comme Ilan Pappé et Toufic Haddad, le désengagement unilatéral israélien de Gaza a préparé le terrain. Après le retrait, Israël a maintenu le contrôle des frontières de Gaza, de l'espace aérien et de l'espace maritime, isolant ainsi le territoire pratiquement et politiquement. Cela s'est poursuivi avec le soutien inconditionnel des Etats-Unis et de leurs alliés et la complicité d'une large partie de la communauté internationale, y compris des voisins de Gaza.

On peut comparer les avertissements sur Gaza à d'autres dans l'histoire. Ainsi le grand poète yiddish Mordekhai Gebirtig, a écrit son fameux poème "S'Brent" (ça brûle) en 1938, après le pogrom de 1936 à Przytyk, avertissant de la catastrophe qui s'abattra sur les Juifs d'Europe.

La fin du cessez-le-feu entre Israël et le HAMAS – la justification israélienne pour la reprise des hostilités – a été en fait provoquée par Israël pendant les élections présidentielles aux USA.

En toute mauvaise foi, Israël a attaqué des civils de Gaza et argué ensuite de la riposte palestinienne pour justifier cet accroissement de souffrance. Les agissements d'Israël à Gaza sont une attaque contre la vie elle-même, une forme de punition collective et un crime contre l'humanité inacceptable.

Israël a retenu la leçon du gouvernement nazi à Varsovie et autres régimes d'oppression. En kidnappant et retenant en otage des travailleurs de l'aide humanitaire et des observateurs internationaux des droits humains. Israël empêche les témoignages et les informations sur ce qui se passe à Gaza.

La dernière démonstration de violence par Israël et le mépris arrogant des leaders israéliens envers l'humanité du peuple de Gaza et ainsi envers l'humanité de nous tous, devraient convaincre les institutions, les organisations non gouvernementales, les groupes animés par la foi et tous les êtres conscients d'intervenir immédiatement. Ceux qui ont soutenu le refus d'Israël de reconnaître l'élection démocratique du gouvernement HAMAS devraient maintenant comprendre qu'affamer Gaza est la conséquence inévitable de ce soutien.

Stop à l'encerclement et au blocus de Gaza !

Stop à la prise en otage des intervenants humanitaires et des observateurs des droits humains.

Seule une campagne de boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël à une chance de mettre fin à la violence israélienne.

Si l'artiste et révolutionnaire juif Mordekhai Gebirtig vivait aujourd'hui, il écrirait "S'Brent" pour Gaza.

26 novembre 2008

Traduit de l'anglais

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5176

J A N (International Jewish AntiZionist Network)

4 6 Communiqué de presse du Forum musulman canadien (FMC-CMF).

Communiqué de presse

À la veille du 60e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le FMC espère que toute l'humanité en bénéficie

À la veille du 60e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Forum musulman canadien (FMC-CMF) a publié un communiqué de presse. Nous voulons souligner l'importance de cette déclaration et nous espérons que toute l'humanité en bénéficie.

« Bien que la déclaration universelle des droits de l'homme existe depuis 60 ans déjà, nous n'avons toujours pas

une application complète de ces droits» a déclaré Mohamed S. Kamel, président du FMC. Il ajoute également que «la moitié de la population souffre encore de discrimination et de racisme dû à la négligence de cette déclaration si précieuse.»

«Malheureusement, Cette déclaration des droits de l'homme est devenue de plus en plus politisée où vous auriez besoin du pouvoir à vos côtés pour l'application de ces droits» a ajouté le président du FMC. «Le Forum musulman canadien, ainsi que tous les défenseurs des droits de l'homme, croient réellement que le seul moyen d'instaurer la paix et la justice est par le respect de cette déclaration.»

Le Forum musulman canadien (FMC-CMF) rappelle à tous que la déclaration universelle des droits de l'homme ne pourra jamais voir la lumière à moins que nous travaillions tous très fort pour défendre nos droits. Nous ne devons pas oublier que nous avons une grande responsabilité de défendre nos droits et ceux des autres, même si nous ne partageons pas les mêmes points de vue ou croyances.

Le Forum musulman canadien (FMC-CMF) espère que tout le monde, y compris les organisations gouvernementales et non gouvernementales saisiront cette occasion pour renouveler notre engagement envers le principe de la déclaration universelle des droits de l'homme et à travailler plus fort pour l'établissement d'une véritable compréhension de la déclaration et pour l'égalité entre les peuples.

www.fmc-cmf.com

Fondé en 1993, le Forum musulman canadien (FMC-CMF) est une organisation communautaire, non partisane sans but lucratif.

Le FMC-CMF représente l'intérêt commun et collectif de la communauté musulmane sur les questions relatives à la politique publique et veille à protéger leurs droits civils.

Différent mais égaux- Different but equal

5 Analyse - Géopolitique et stratégie

5 1 Richard Falk : Situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien.

Le présent rapport, qui est le premier soumis par Richard Falk, porte sur le respect des normes internationales humanitaires et relatives aux droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967, au cours du premier semestre 2008.

Situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967.

Version intégrale du rapport téléchargeable en PDF sur :http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5161

Une attention particulière y est accordée aux conséquences d'une occupation prolongée durant laquelle les directives de l'ONU relatives au respect des droits reconnus par la loi ont été systématiquement ignorées.

Il est également pris note de l'entreprise liée à la relance du processus de paix lors du sommet d'Annapolis de décembre 2007, en particulier du fait que l'on comptait qu'Israël gèlerait l'expansion des colonies et assouplirait les restrictions à la circulation imposées en Cisjordanie. Il est décourageant de constater que les faits montrent que les colonies se développent et que de nouvelles restrictions sont imposées en Cisjordanie.

Il est en outre fait état de la violation du droit international humanitaire liée à l'existence du mur de séparation, et des victimes palestiniennes, notamment parmi les enfants, en conséquence du recours excessif des Israéliens à la force pour mettre fin à des manifestations non violentes. L'attention est par ailleurs appelée sur les exactions commises par Israël aux points de passage de la frontière, le harcèlement et les agressions dont sont victimes les journalistes palestiniens étant particulièrement préoccupants. Le rapport porte essentiellement sur la crise en matière de soins de santé, spécialement à Gaza.

Le Rapporteur spécial déplore qu'Israël n'applique pas les recommandations de la Cour internationale de Justice, que l'Assemblée générale a faites siennes, et appelle à une définition plus claire des droits du peuple palestinien en recommandant que l'Assemblée générale recueille un avis juridique sur la mesure dans laquelle l'occupation met en danger la réalisation du droit des Palestiniens à l'autodétermination.

<http://www.michelcollon.info/articles.php?dateaccess=2008-11-28%2018:21:45&log=invites>

<http://www.michelcollon.info/articles.php?dateaccess=2008-11-28%2016:12:45&log=invites>

5 2 Amira Hass : C'est ça, Gaza.

Quand ce n'est pas le courant électrique qui est coupé et l'obscurité épaisse qui enveloppe des quartiers entiers, c'est l'eau qui n'arrive pas aux étages supérieurs et le gaz de cuisine qui fait défaut sur le marché. S'il y a un générateur électrique, un petit quelque chose s'y est cassé et il n'est pas possible de le réparer car depuis avant l'actuel blocus hermétique qui dure déjà depuis trois semaines, Israël interdit l'entrée de toute pièce de rechange – de machines, de voitures et d'appareils électriques ménagers. Et si on parvient à réunir l'argent pour un générateur passé par les tunnels de la contrebande (le prix a doublé ou triplé depuis le mois passé), ce ne peut être qu'aux dépens de l'achat d'un appareil de chauffage (non électrique bien sûr), de leçons d'anglais ou de vêtements pour les enfants, et de visites chez le médecin.

Est-ce là le vrai Gaza de novembre 2008 ? A l'évidence. De même que Gaza, ce sont les entrepôts de l'UNRWA en train de se vider, et les agriculteurs qui ont semé et irrigué mais à qui Israël interdit de vendre en dehors de la

Bande de Gaza, des tomates, des goyaves et des fraises, et aussi la sérénité avec laquelle est accueillie la soudaine obscurité, et les blagues portant sur le fait qu'il n'y a, de toute façon, pas grand-chose à perdre dans le réfrigérateur – Gaza, c'est la capacité de trouver à plaisanter en toute situation – et aussi la vexation brûlante, jusqu'aux larmes, qu'il n'y ait pas d'eau courante depuis maintenant trois ou quatre jours, mais les enfants s'en vont tout de même pimpants et soignés à l'école.

Gaza, c'est la longue rue Nasser barrée au trafic depuis plus d'un an. Bitume arraché, nids de poule, tas de sable. Dès lors qu'Israël a bloqué l'entrée de tous matériaux de constructions et de matières premières dans la Bande de Gaza, les travaux de réfections ont été interrompus sur cette rue centrale, principal axe d'accès aux trois hôpitaux dont le matériel médical risque toujours d'être mis à l'arrêt si certaines parties devaient tomber en panne. Mais Gaza, c'est aussi la sécurité éprouvée par les parents de laisser leurs enfants jouer seuls à la maison ou se rendre seuls à la plaine de jeux pourtant éloignée de la maison ou faire seuls le trajet pour aller chez leur grand-mère, dans le camp de réfugiés de Jabaliya (dans les rues parallèles à la rue Nasser).

Gaza, ce sont les rapports sur des policiers qui s'en prennent à des sympathisants du Fatah à l'université, ou la police qui fait fermer un restaurant pour un soir parce que ses propriétaires n'ont pas annoncé préalablement une journée de discussions organisée dans leur salle par un centre d'études lié à l'autorité de Ramallah, avec la participation de représentants du Hamas.

C'est l'institutrice qui impose à ses élèves filles de se couvrir la tête, en dépit du fait que les hauts responsables assurent que ce n'est pas là la politique du Ministère de l'Enseignement. Mais ce sont aussi les exagérations et les fausses rumeurs, comme lorsque des détenus du Fatah ont rapporté que dans les salles d'interrogatoires, des caméras avaient été placées pour s'assurer que les interrogateurs agissaient conformément à la loi. C'est aussi la surprise lorsque la police « du Hamas » se soucie de restituer un bien volé à son propriétaire (même quand celui-ci n'a pas pris la peine de déclarer le vol).

Gaza, c'est le sentiment des membres du Fatah que le pouvoir leur a été volé, et la peur que font planer sur eux les services de la sécurité, et c'est la confiance en soi du Hamas, la comparaison avec les méthodes d'intimidation du temps d'Arafat et l'échange d'informations sur la répression des activités du Hamas en Cisjordanie. Et c'est la colère de toute une population, membres du Fatah compris, contre ce qui semble une négligence délibérée et un manque de considération de Ramallah pour le sort de la Bande de Gaza et de ses habitants.

Gaza, ce sont ceux qui rêvent de s'en aller de là et ceux qui en sont partis, il y a des années de cela, pour aller étudier et travailler, et qui en ont la nostalgie. Gaza, ce sont ceux qui ne peuvent pas rejoindre ici leur famille parce que même s'ils parvenaient à trouver une faille dans les points de passage fermés par Israël, ils se retrouveraient emprisonnés ici et devraient renoncer complètement à leur liberté de mouvement et à leur liberté de choix.

Tout est tellement intense ici. « *Notre vie, nous la mesurons en minutes, pas en jours ni en semaines* », disait quelqu'un, un homme du Fatah dont l'existence a été bouleversée en juin 2007 et continue de l'être chaque jour, du fait de la déchirure politique. Il voulait parler des gens du Fatah comme lui, persuadé que les gens du Hamas en Cisjordanie mesurent, eux aussi, « *leur vie en minutes* ». Mais sa description s'applique à tout le monde : les changements sont à ce point brusques, violents, rapides et fréquents qu'il n'y a pas moyen d'élaborer le moindre contrôle sur eux : qu'il s'agisse de « haute » politique ou des heures de lessive.

Gaza, c'est cette tentative permanente des gens pour s'accrocher à une normalité de vie en dépit du fait qu'Israël leur impose des conditions anormales, celles d'un emprisonnement, d'un isolement du reste du monde et d'une détérioration vers une dépendance insultante à l'égard des programmes internationaux de charité.

Amira Hass

Haaretz, 27 novembre 2008

Version anglaise : [This is Gaza - www.haaretz.com/hasen/spages/1041345.html](http://www.haaretz.com/hasen/spages/1041345.html)

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

www.haaretz.co.il/hasite/spages/1041491.html

5 3 Rapport : Pourquoi l'invasion de Gaza ? Raisons électorales israéliennes ou faiblesse ?

Improbable reste la chance qu'une opération militaire israélienne de très grande envergure soit menée contre la bande de Gaza, croient des observateurs.

Plusieurs raisons poussent à croire à cette idée. Tout d'abord, il y a les élections législatives israéliennes. Puis les Israéliens ont de mauvais souvenirs avec la résistance palestinienne dont les capacités n'arrêtent pas de se renforcer. Et en troisième lieu vient la peur des conséquences d'une invasion de grande envergure menée contre la bande de Gaza.

L'hésitation de Barak

Quelques signes venant de la tête de la machine militaire israélienne indiquent qu'il y a une possibilité que l'accalmie avec les factions palestiniennes continue ; Barak, ministre israélien de la guerre, dit que la décision d'une attaque pourra être dangereuse pour la sécurité d'Israël.

Et un peu plus tard, le 17 novembre, dans la colonie d'Asdrot et accompagné par le ministre des affaires étrangères britannique, il revient sur l'affaire en voulant rectifier ses propos. L'armée de l'occupation israélienne est prête, mais elle ne mènera une opération militaire qu'en temps voulu, lorsque les conditions seront réunies.

Avertissements

Le journal hébreu Haaretz rapporte que des officiers israéliens ont critiqué plusieurs ministres. Ils ont également critiqué Mofaz qui a appelé à liquider des leaders du mouvement du Hamas. Haaretz ajoute que le ministre de la guerre et le chef d'état-major Achkanazi posent des réserves à une opération de grande envergure contre la bande de Gaza. Ils se montrent inquiets du fait qu'un certain nombre de politiciens israéliens essaient d'attirer l'armée vers des discussions politiques. Ils lancent des avertissements contre des déclarations qui ne font que provoquer le mouvement du Hamas.

Choix stratégiques

Le journal hébreu Maariv, pour sa part, appelle Ehud Olmert, premier ministre israélien, à arrêter ses verbiages et à arrêter d'exposer son choix stratégique au peuple.

Olmert a deux choix. Soit il prend la décision de liquider le mouvement du Hamas. Soit il reconnaît son existence pour ensuite fermer définitivement les frontières avec lui, mais en lui laissant la liberté de passage maritime et terrestre avec l'Egypte, dit le journal.

En ce qui concerne l'escalade militaire israélienne contre la bande de Gaza, Dr. Mahmoud Abbas voit qu'elle est venue pour couvrir des problèmes internes israéliens. Les leaders israéliens veulent bâtir un avenir sur le dos du peuple palestinien.

Pour sa part, Dr. Salah Al-Bardawil, porte-parole du groupe parlementaire du Hamas, voit que cette escalade n'est que une jauge destinée à savoir à quel point la résistance palestinienne est prête, militairement parlant.

Al-Qassam, la résistance

De leur côté, les brigades d'Al-Qassam, branche militaire du mouvement du Hamas, insistent à dire que cette escalade militaire n'est qu'une tentative israélienne pour calmer la grogne de la rue.

Toute tentative d'invasion se butera au mur de la résistance palestinienne. Elle coûtera cher aux agresseurs.

Abou Obayda, porte-parole des brigades d'Al-Qassam, dit que ses brigades ont envoyé aux Israéliens des messages les informant que les brigades ne seront pas désolées, si les Israéliens minent l'accalmie. Nous sommes prêts et aurons des répliques qui seront très dures à avaler pour vous.

Al-Bardawil, dans des déclarations données le 16 novembre 2008, dit que si les Israéliens décidaient de briser l'accalmie, nous serions prêts à toute éventualité. Le gouvernement israélien se rendra compte que son armée n'aura le choix que de céder aux conditions de la résistance palestinienne et aux droits du peuple palestinien.

Les déclarations israéliennes parlant d'une volonté de liquider le mouvement du Hamas ne reflètent que le désordre régnant sur la scène politique et militaire israélienne, croient des observateurs.

En "Israël", c'est le courant appelant à préserver l'accalmie qui prendra le dessus, disent des observateurs. En fait, la guerre du Liban de 2006 fait encore de l'ombre aux Israéliens. Ils ne veulent pas un autre échec, cette fois dans la bande de Gaza.

30/11/2008 - CPI

5 4 Nahla Chahal : Un peu de dignité !

Pourquoi Mahmoud Abbas se sent-il obligé de prendre à tout bout de champ Ehoud Olmert dans ses bras ? Certains diront que, au point où il en est, Abbas n'en est plus à un compromis près. Avant sa dernière rencontre avec Olmert, il a parlé de "crimes de guerre" à Gaza... puis s'en est allé enlacer le criminel. Les représentants des Nations unies sur place publient communiqué sur communiqué pour rappeler la gravité de ce qui se passe dans la bande de Gaza, délibérément affamée et humiliée de mille manières. Cela dépasse probablement la définition juridique des crimes de guerre.

Le crime est donc connu du public. Toute manifestation d'affection exagérée entre ennemis est de trop. On justifie l'afféterie des responsables de l'Autorité palestinienne vis-à-vis des Israéliens par la nécessité de prouver à la diplomatie internationale que les Palestiniens ne sont pas des brutes. Mais on parle aussi d'une cynique alliance implicite contre l'ennemi commun : le Hamas. Ajoutons la possibilité d'une affection de façade destinée à obtenir quelques allègements des conditions de vie des Palestiniens.

Mais aucune de ces justifications n'est satisfaisante. Ce qui est critiquable, c'est la gratuité de l'acte. Personne n'attend des Palestiniens qu'ils aiment leurs bourreaux. Comment demander à la communauté internationale de soutenir la cause palestinienne alors qu'il y a ces embarrassantes embrassades ? Reste l'alliance contre le Hamas. Si elle doit exister, le prix sera élevé pour celui qui confond son propre camp, si divisé qu'il soit, avec celui d'en face. Les méfaits d'Israël s'étendent à tout le peuple palestinien. La preuve en est la punition collective infligée aux habitants de la bande de Gaza pour les tirs de roquettes du Hamas. Juste avant la dernière rencontre entre Abbas et Olmert, ce dernier a annoncé la libération de 250 prisonniers palestiniens "pragmatiques". Cela constitue une innovation dans le langage politique. Comment un prisonnier peut-il être pragmatique ? Cela signifie-t-il qu'il coopère avec l'occupant et qu'il respecte le système carcéral et ses gardiens ?

2 décembre 2008

Source : CCIPPP

http://www.protection-palestine.org/...http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Nahla_Chahal.021208.htm

6 Annexe

6 1 Les Israéliens consomment cinq fois plus que les Palestiniens.

Les disparités dans la répartition des ressources en eau entre Israéliens et Palestiniens sont énormes.

Un tiers de la population palestinienne n'a pas accès à l'eau courante.

Selon une étude publiée mardi à Genève, les Israéliens consomment près de cinq fois plus d'eau que les Palestiniens.

La consommation moyenne d'un Palestinien en Cisjordanie est de 70 à 90 litres d'eau par jour, celle d'un Palestinien dans la bande de Gaza de 60 litres par jour. Comparativement, un Israélien consomme près de 400 litres d'eau par jour et un colon israélien 800 litres par jour.

La quantité minimum recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) est de cent litres par jour et la moyenne mondiale de 170 litres par jour.

Pas de développement

«Un tiers de la population palestinienne n'a pas accès à l'eau courante et dépend du passage de camions citerne. Or, sans eau, il n'y a pas de développement, il n'y a pas de vie et les villageois doivent émigrer», a affirmé Laurent Calligé, l'un des auteurs de l'étude.

Le secteur agricole irrigué utilise environ 70% des ressources en eau. La prospérité des cultures pratiquées dans les colonies israéliennes contraste avec l'aridité des terres palestiniennes.

«L'eau est une arme de guerre. C'est un problème politique, car les solutions techniques existent: usines de dessalement de l'eau de mer, recyclage des eaux usées, changements dans la production agricole», souligne Laurent Calligé.

Pas de soutien diplomatique

L'étude «De l'eau et de la paix - conflit et coopération israélo-palestiniens» est le fruit d'un projet lancé dès 2004 par l'Institut international de recherches pour la paix (GIPRI) à Genève.

«Cette étude scientifique devait être accompagnée par un processus diplomatique et l'organisation d'une conférence pour discuter de la question de la répartition des ressources en eau», a expliqué le directeur du GIPRI Gabriel Galice. Mais l'Institut n'a obtenu aucun soutien pour ce projet, a-t-il déploré.

Approchés, les membres du Quartette (Etats-Unis, Russie, ONU, Union européenne) n'ont pas donné suite. «Il n'y a pas de soutien politique à la relance du processus de paix au Proche-Orient», a constaté Gabriel Galice.

L'étude fait des recommandations concrètes. Elle préconise la négociation de projets de coopération sur le plan local, les projets plus ambitieux se heurtant à l'impasse politique.

<http://www.20min.ch/ro/news/monde/story/13940695>

Source: SDA/ATS